

Sur la proposition du Ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les statuts de HR Rail sont fixés conformément au texte annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 20 décembre 2013.

**Art. 3.** Le ministre qui a les entreprises publiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises publiques  
et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes,  
J.-P. LABILLE

Annexe à l'arrêté royal du 16 décembre 2013 portant exécution de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième paragraphe, de l'arrêté royal du 11 décembre 2013 relatif au personnel des Chemins de fer belges

#### Statuts de HR Rail, SA de droit public

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Nom – siège – durée*

Article 1<sup>er</sup>. Forme juridique, nom

La société est une société anonyme de droit public, régie par les dispositions du titre II, chapitre II, de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

La société est dénommée « HR Rail ».

HR Rail est soumise aux dispositions législatives et réglementaires qui sont d'application aux sociétés anonymes, pour autant qu'il n'y soit pas explicitement dérogé par ou en vertu de la loi du 23 juillet 1926 précitée ou d'une quelconque loi spécifique.

Art. 2. Siège

Le siège de HR Rail est établi rue de France 85, à 1060 Bruxelles.

Celui-ci peut être transféré en tout autre endroit dans l'une des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale par décision du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut établir un ou plusieurs sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, représentations ou agences en Belgique ou à l'étranger.

Art. 3. Objet social

§ 1<sup>er</sup>. HR Rail a pour objet :

1. la sélection et le recrutement du personnel statutaire et non statutaire nécessaire à la réalisation des missions d'Infrabel et de la SNCB, la mise à la disposition d'Infrabel et de la SNCB de ce personnel et l'intervention en tant qu'employeur juridique de ce personnel;

2. la gestion des affaires du personnel, en ce compris la détermination et le suivi de la politique RH, de l'exécution RH, de la gestion RH, et de l'expertise RH, tels que définis par et dans les limites des compétences et des responsabilités visées au chapitre III, section 5 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges et ceci au service d'Infrabel, de la SNCB et d'HR Rail;

3. l'organisation et la gestion du dialogue social au niveau d'Infrabel, de la SNCB et d'HR Rail;

4. la mise en place d'un service externe au sens de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au service externe pour la prévention et la protection au travail et ceci au service d'Infrabel, de la SNCB et d'HR Rail;

Op de voordracht van de Minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De statuten van HR Rail worden vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 20 december 2013.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven  
en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden,  
J.-P. LABILLE

Bijlage bij het koninklijk besluit van 16 december 2013 tot uitvoering van artikel 1, tweede paragraaf, van het koninklijk besluit van 11 december 2013 houdende het personeel van de Belgische Spoorwegen

#### Statuten HR Rail, NV van publiek recht

HOOFDSTUK I. — *Naam – zetel – doel – duur*

Artikel 1. Rechtsvorm, naam

De vennootschap is een naamloze vennootschap van publiek recht, beheerst door de bepalingen van titel II, hoofdstuk II van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen.

De vennootschap draagt de naam "HR Rail".

HR Rail is onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de naamloze vennootschappen, in zoverre hiervan niet uitdrukkelijk door of krachtens voornoemde wet van 23 juli 1926 of een andere bijzondere wet wordt afgeweken.

Art. 2. Zetel

De zetel van HR Rail is gevestigd te Frankrijkstraat 85, 1060 Brussel.

Deze mag worden overgebracht naar iedere andere plaats binnen één van de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bij beslissing van de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan één of meerdere administratieve zetels, uitbatingzetels, bijkantoren, vertegenwoordigingen of agentschappen in België of in het buitenland vestigen.

Art. 3. Doel

§ 1. HR Rail heeft tot doel :

1. de selectie en de aanwerving van het statutair en het niet statutair personeel dat nodig is voor de verwezenlijking van de opdrachten van Infrabel en NMBS, de terbeschikkingstelling aan Infrabel en NMBS van dat personeel en het optreden als juridisch werkgever met betrekking tot dat personeel;

2. het beheer van personeelszaken, waaronder het bepalen en opvolgen van het HR-beleid, de HR-uitvoering, het HR-beheer en de HR-expertise worden omvat, zoals omschreven en binnen de afbakening van bevoegdheden en verantwoordelijkheden, uiteengezet door hoofdstuk III, afdeling 5, van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, en dit ten dienste van Infrabel, de NMBS en HR Rail;

3. het organiseren en beheren van de sociale dialoog op het niveau van Infrabel, de NMBS en HR Rail;

4. het voorzien in een externe dienst in de zin van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, en dit ten dienste van Infrabel, de NMBS en HR Rail;

5. la gestion des pensions statutaires sur la base de l'article 159 de la loi-programme du 27 décembre 2005 et conformément à l'arrêté royal du 28 décembre 2005 réglant la reprise des obligations de pension de la SNCB Holding par l'État belge, ratifié par la loi-programme du 20 juillet 2006 et à ses arrêtés d'exécution;

6. la sélection et le recrutement et la mise à disposition des sociétés, associations et institutions de droit public ou privé dans lesquelles Infrabel, la SNCB et/ou HR Rail ont un lien de participation, du personnel statutaire nécessaire à l'exécution de leur mission;

7. les autres missions dont elle est chargée par ou en vertu de la loi.

§ 2. HR Rail peut aussi exécuter les tâches visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> au service de sociétés, d'associations et d'institutions de droit public ou privé avec lesquels Infrabel, la SNCB et/ou HR Rail ont un lien de participation, ainsi qu'au service de tiers dans la mesure où ces tâches sont complémentaires aux tâches réalisées au service de la SNCB, d'Infrabel et/ou de HR Rail, visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. La tâche visée au paragraphe 1, 3<sup>o</sup> constitue la mission de service public de HR Rail.

§ 4. HR Rail peut accomplir tous les actes en Belgique et à l'étranger et y effectuer toutes les opérations qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet social, y compris prendre ou détenir des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations et institutions de droit public ou privé dont l'objet est compatible avec son objet social.

Art. 4. Durée

HR Rail est constituée pour une durée indéterminée.

#### CHAPITRE II. — *Capital, actions*

Art. 5. Capital social

Le capital social est fixé à soixante et un mille cinq cents (61.500,00 EUR) et est représenté par cent (100) actions, sans mention de valeur nominale, dont :

1<sup>o</sup> au moins deux (2) actions sont détenus par ou pour le compte de l'État;

2<sup>o</sup> les autres actions sont partagées en parts égales entre Infrabel et la SNCB.

Art. 6. Augmentation de capital

§ 1<sup>er</sup>. Le capital social peut être augmenté par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

§ 2. Toute émission de nouvelles actions est soumise à l'approbation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 7. Libération

Les versements à effectuer sur des actions non entièrement libérées lors de leur souscription sont appelés, s'il y a lieu, par le conseil d'administration.

Si le conseil juge utile ou nécessaire de faire un appel de fonds, il en fixe le montant et la date et il en avise les actionnaires par lettre recommandée, qui leur est adressée au moins trois mois avant la date fixée pour le versement.

Cet avis vaut mise en demeure. A défaut de versement pour la date fixée, un intérêt est dû, de plein droit, calculé au taux d'intérêt légal en vigueur, à compter de la date fixée. L'exercice des droits afférents aux actions en question est suspendu aussi longtemps que le versement n'a pas été effectué.

Art. 8. Actions

§ 1<sup>er</sup>. Toutes les actions sont et restent nominatives. Elles ne peuvent pas être converties en actions dématérialisées.

§ 2. La propriété des actions ressort de l'inscription au registre des actions nominatives.

Des certificats constatant les inscriptions sont délivrés aux titulaires des actions nominatives. Le transfert des actions nominatives n'aura d'effet qu'après l'inscription dans le registre des actions nominatives de la déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou leurs représentants, ou après l'accomplissement des formalités requises par la loi pour le transfert de créances.

Art. 9. Participation du gouvernement, d'Infrabel et de la SNCB

5. het beheer van de statutaire pensioenen op grond van artikel 159 van de programmawet van 27 december 2005 en in overeenstemming met het koninklijk besluit van 28 december 2005 betreffende de overname van de pensioenverplichtingen van de NMBS Holding door de Belgische Staat, bekrachtigd door de programmawet van 20 juli 2006 en met de uitvoeringsbesluiten;

6. de selectie en de aanwerving en terbeschikkingstelling van statutair personeel dat nodig is voor de uitvoering van hun opdrachten aan vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarmee Infrabel, de NMBS en/of HR Rail een deelnemingsverhouding hebben;

7. de andere opdrachten waarmee zij belast is door of krachtens de wet.

§ 2. HR Rail kan de taken bedoeld onder § 1, 2<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> ook uitvoeren ten dienste van vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarmee Infrabel, de NMBS en/of HR Rail een deelnemingsverhouding hebben en, in de mate dat deze taken bijkomstig zijn aan de taken ten dienste van de NMBS, Infrabel en/of HR Rail bedoeld in paragraaf 1, ten dienste van derden.

§ 3. De taak bedoeld onder § 1, 3<sup>o</sup> vormt de opdracht van openbare dienst van HR Rail.

§ 4. HR Rail mag in België en in het buitenland alle handelingen stellen en verrichtingen doen die nodig of dienstig zijn voor de verwezenlijking van haar doel, met inbegrip van het nemen of aanhouden van rechtstreekse of onrechtstreekse belangen in vennootschappen, verenigingen en instellingen van publiek of privaat recht waarvan het doel verenigbaar is met haar doel.

Art. 4. Duur

HR Rail is opgericht voor onbepaalde duur.

#### HOOFDSTUK II. — *Kapitaal, aandelen*

Art. 5. Maatschappelijk kapitaal

Het maatschappelijk kapitaal bedraagt eenenzestigduizend vijfhonderd euro (61.500,00 EUR) en is samengesteld uit honderd (100) aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, waarvan :

1<sup>o</sup> minstens twee (2) aandelen gehouden worden door of voor rekening van de Staat;

2<sup>o</sup> de overige aandelen in gelijke helften worden gehouden door Infrabel en de NMBS.

Art. 6. Kapitaalverhoging

§ 1. Het maatschappelijk kapitaal kan worden verhoogd bij beslissing van de algemene vergadering genomen op de wijze vereist voor de wijziging van de statuten.

§ 2. Elke uitgifte van nieuwe aandelen is onderworpen aan de voorafgaandelijke goedkeuring van de Koning, bij een besluit vastgesteld na beraadslaging in de Ministerraad.

Art. 7. Volstorting

De stortingen uit te voeren op aandelen die bij inschrijving niet werden volgestort, worden zo nodig opgevraagd door de raad van bestuur.

Indien de raad het nuttig of nodig acht om stortingen op te vragen, bepaalt hij het bedrag en de datum ervan en stelt de aandeelhouders ervan in kennis per aangetekende brief die hen wordt toegestuurd ten minste drie maanden vóór de datum vastgesteld voor de storting.

Deze kennisgeving geldt als ingebrekestelling. Bij gebrek aan storting tegen de vastgestelde datum is van rechtswege interest verschuldigd tegen de geldende wettelijke interestvoet, te rekenen vanaf de vastgestelde datum. Zolang de volstorting niet is gebeurd, wordt de uitoefening van de rechten verbonden aan de betreffende aandelen geschorst.

Art. 8. Aandelen

§ 1. Alle aandelen zijn en blijven op naam. Zij mogen niet in gedematerialiseerde aandelen worden omgezet.

§ 2. De eigendom van de aandelen blijkt uit de inschrijving in het register van aandelen op naam.

Aan de houders van aandelen op naam worden certificaten afgegeven die de inschrijving vaststellen. De overdracht van aandelen op naam zal slechts effect ressorteren na inschrijving in het register van aandelen op naam van de verklaring van overdracht, gedateerd en getekend door de overdrager en de overnemer of hun vertegenwoordigers, of na het vervullen van de formaliteiten door de wet vereist voor de overdracht van schuldvorderingen.

Art. 9. Deelneming van de overheid, van Infrabel en van de NMBS

§ 1<sup>er</sup>. Aucune opération ne peut avoir pour effet que le nombre des actions détenues par ou pour le compte de l'Etat dans le capital social de HR Rail descende en dessous de deux pourcent des actions dans le capital social de HR Rail, ni que les autres actions dans le capital social ne soient plus détenues en parts égales par Infrabel et la SNCB.

§ 2. De nouvelles actions ne peuvent être souscrites si, suite à une telle souscription, il n'est plus satisfait aux exigences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. Toute cession d'actions suite à laquelle il n'est plus satisfait aux exigences visées au paragraphe 1<sup>er</sup> est nulle de plein droit si, dans un délai de trois mois à dater de ladite cession, les proportions prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> n'ont pas été rétablies.

### CHAPITRE III. — Organisation

#### Section 1<sup>re</sup>. — Assemblée générale

##### Art. 10. Convocation

§ 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale ordinaire se réunit le premier mardi du mois de juin à onze heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale ordinaire a lieu le jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale ordinaire se tient au siège de la société ou dans la commune du siège de la société. Elle peut également se tenir dans une des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. En cas de recours à la procédure par écrit, conformément à l'article 13, HR Rail doit recevoir, au plus tard le jour visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la circulaire contenant l'ordre du jour et les propositions de décision, signée et approuvée par tous les actionnaires.

§ 3. Une assemblée générale extraordinaire ou spéciale est convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Les assemblées générales extraordinaires ou spéciales se tiennent au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans la convocation, ou autrement.

§ 4. L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration ou par les commissaires. Ils doivent la convoquer sur la demande de l'un des actionnaires.

§ 5. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont communiquées quinze (15) jours au moins avant l'assemblée. Cette communication se fait par lettre ordinaire sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Chaque actionnaire sera, en tout état de cause, considéré comme régulièrement convoqué ou comme avoir renoncé à la convocation s'il est présent ou représenté à l'assemblée générale.

##### Art. 11. Admission et représentation à l'assemblée générale

§ 1<sup>er</sup>. Pour être admis à participer à l'assemblée générale, les actionnaires doivent être inscrits, au moins trois (3) jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée, au registre des actions nominatives.

§ 2. Tout actionnaire peut donner procuration à une autre personne, actionnaire ou non, pour lui représenter à la réunion de l'assemblée. Les procurations doivent porter une signature (en ce compris la signature digitale conformément à l'article 1322, alinéa 2, du Code Civil).

Les procurations doivent être communiquées par lettre, fax, e-mail ou tout autre moyen mentionné à l'article 2281 du Code Civil et sont déposées au bureau de l'assemblée. En outre, le conseil d'administration peut exiger que celles-ci soient déposées trois jours ouvrables avant l'assemblée générale à l'endroit indiqué par lui.

##### Art. 12. Délibération et décisions

§ 1<sup>er</sup>. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le directeur général.

Le bureau de l'assemblée est composé des membres présents du conseil d'administration.

§ 1. Geen enkele verrichting kan tot gevolg hebben dat het aantal aandelen gehouden door of voor rekening van de Staat in het maatschappelijk kapitaal van HR Rail daalt beneden twee procent van de aandelen in het maatschappelijk kapitaal van HR Rail, noch dat de overige aandelen in het maatschappelijk kapitaal van HR Rail niet meer in gelijke delen door Infrabel en NMBS worden gehouden.

§ 2. Op nieuwe aandelen kan niet worden ingeschreven indien ingevolge dergelijke inschrijving niet meer is voldaan aan de vereisten van paragraaf 1.

§ 3. Elke overdracht van aandelen als gevolg waarvan niet meer wordt voldaan aan de vereisten van paragraaf 1, is van rechtswege nietig indien, binnen een termijn van drie maanden na die overdracht, de verhoudingen voorzien in paragraaf 1 niet zijn hersteld.

### HOOFDSTUK III. — Organisatie

#### Afdeling 1. — Algemene vergadering

##### Art. 10. Bijeenroeping

§ 1. De gewone algemene vergadering wordt gehouden op de eerste dinsdag van de maand juni van elk jaar om elf uur. Indien deze dag een wettelijke feestdag is, heeft de gewone algemene vergadering de volgende werkdag plaats.

De gewone algemene vergadering wordt gehouden op de zetel van de vennootschap of in de gemeente van de zetel van de vennootschap. Zij mag tevens worden gehouden in een van de negentien gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Indien wordt gekozen voor de procedure van schriftelijke besluitvorming zoals uiteengezet in artikel 13, dient HR Rail het rondschrijven met vermelding van de agenda en de voorstellen van besluit, getekend en goedgekeurd door alle aandeelhouders, ten laatste te ontvangen op de dag vermeld in paragraaf 1.

§ 3. Een bijzondere of buitengewone algemene vergadering wordt bijengeroepen telkens het belang van HR Rail zulks vereist.

De bijzondere of buitengewone algemene vergaderingen worden gehouden op de zetel van de vennootschap of op iedere andere plaats in de oproepingsbrief of op andere wijze meegedeeld.

§ 4. De algemene vergadering wordt bijengeroepen door de raad van bestuur of door de commissarissen. Zij moeten die bijeenroepen op vraag van een van de aandeelhouders.

§ 5. De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda en worden ten minste vijftien (15) dagen voor de vergadering meegedeeld. Deze mededeling geschiedt door middel van een gewone brief tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een ander communicatiemiddel te ontvangen; van de vervulling van deze formaliteit behoeft geen bewijs te worden overgelegd.

Elke aandeelhouder zal in ieder geval geacht worden om regelmatig te zijn opgeroepen of te hebben verzaakt van de oproeping indien hij op de algemene vergadering aanwezig is of vertegenwoordigd.

##### Art. 11. Toelating tot en vertegenwoordiging op de algemene vergadering

§ 1. Om te worden toegelaten tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders minstens drie (3) werkdagen vóór de datum bepaald voor de vergadering ingeschreven zijn in het register van de aandelen op naam.

§ 2. Elke aandeelhouder mag zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een volmachtdrager, al dan niet aandeelhouder. De volmachten dienen een handtekening te dragen (met inbegrip van de digitale handtekening zoals bedoeld in artikel 1322, tweede lid van het Burgerlijk Wetboek).

De volmachten dienen ter kennis te worden gebracht per brief, telefax, e-mail of enig ander middel vermeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek en worden neergelegd op het bureau van de vergadering. Daarenboven mag de raad van bestuur eisen dat zij op de door hem aangeduide plaats worden neergelegd, drie werkdagen voor de algemene vergadering.

##### Art. 12. Beraadslaging en besluitvorming

§ 1. De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij zijn verhindering, door de algemeen directeur.

Het bureau van de vergadering bestaat uit de aanwezige leden van de raad van bestuur.

§ 2. Avant de prendre part aux réunions, les actionnaires ou leurs mandataires sont tenus de signer la liste de présence, laquelle mentionne le nom, le(s) prénom(s) et l'adresse ou la dénomination sociale et le siège social des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent.

§ 3. L'assemblée générale peut seulement prendre des décisions valables lorsque plus de la moitié du capital social est présent ou représenté. Si l'assemblée ne peut pas prendre de décisions valables, une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour est convoquée dans un délai de huit jours. Elle prendra alors des décisions valables, quel que soit le nombre d'actions représentées.

§ 4. Quelle que soit la part de capital social qu'elles représentent, les actions détenues par ou pour le compte de l'Etat donnent, de plein droit, droit à soixante (60) pour cent des voix, les actions détenues par Infrabel à vingt (20) pourcent des voix et les actions détenues par la SNCB à vingt (20) pourcent des voix également.

§ 5. Aucune assemblée ne peut délibérer sur un sujet qui n'est pas annoncé à l'ordre du jour, à moins que tous les actionnaires soient présents et qu'ils décident à l'unanimité.

§ 6. Les procès-verbaux des assemblées sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits destinés aux tiers sont signés par le président du conseil d'administration, par le directeur général ou par deux administrateurs.

#### Art. 13. Décision par écrit

A l'exception des décisions qui doivent être passées par un acte authentique, les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale.

A cette fin, le conseil d'administration enverra une circulaire, soit par courrier, fax, e-mail ou tout autre support, avec mention de l'ordre du jour et des propositions de décisions, à tous les actionnaires, et aux commissaires, demandant aux actionnaires d'approuver les propositions de décisions et, après réception de la circulaire, de la renvoyer dûment signée dans le délai y indiqué, au siège de la société ou en tout autre lieu indiqué dans la circulaire.

La décision doit être considérée comme n'ayant pas été prise si tous les actionnaires n'ont pas approuvé tous les points de l'ordre du jour et la procédure écrite dans le délai susmentionné.

#### Section 2. — Conseil d'administration

##### Art. 14. Composition

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration est composé de quatre membres :

1° un administrateur nommé par le Roi conformément au paragraphe 2;

2° l'administrateur délégué d'Infrabel, qui fait de plein droit partie du conseil d'administration;

3° l'administrateur délégué de la SNCB, qui fait de plein droit partie du conseil d'administration;

4° le directeur général, qui est nommé conformément à l'article 19.

§ 2. L'administrateur visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, est nommé pour une période renouvelable de six (6) ans, par le Roi par arrêté délibéré au Conseil des ministres. Il est choisi en raison de sa compétence particulière en matière de relations sociales. Il appartient à un autre rôle linguistique que le directeur général.

Il est révoqué par le Roi par arrêté délibéré au Conseil des ministres.

Cet administrateur intervient de plein droit en tant que président du conseil d'administration.

§ 3. En cas de vacance du poste de président, les administrateurs restants y pourvoient jusqu'à ce qu'une nomination définitive interviene conformément au présent article.

##### Art. 15. Réunion, délibération et décisions

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que le requiert l'intérêt de HR Rail et au moins quatre fois par an. Le Commissaire du gouvernement est invité à chaque réunion et a une voix consultative.

§ 2. Alvorens aan de vergadering deel te nemen, zijn de aandeelhouders of hun volmacht dragers verplicht de aanwezigheidslijst, met aanduiding van de naam, de voorna(m)(en) en de woonplaats of de maatschappelijke benaming en de statutaire zetel van de aandeelhouders en het aantal aandelen dat zij vertegenwoordigen, te ondertekenen.

§ 3. De algemene vergadering kan slechts geldige besluiten nemen wanneer meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien de vergadering geen geldige besluiten kan nemen, wordt er binnen een termijn van acht dagen een nieuwe vergadering met dezelfde agendapunten bijeengeroepen. Zij zal dan geldige besluiten nemen, ongeacht het deel van het maatschappelijk kapitaal dat is vertegenwoordigd.

§ 4. Ongeacht het deel van het maatschappelijk kapitaal dat zij vertegenwoordigen, geven de aandelen gehouden door of voor rekening van de Staat van rechtswege recht op zestig (60) procent van de stemmen, de aandelen gehouden door Infrabel twintig (20) procent van de stemmen en de aandelen gehouden door de NMBS eveneens twintig (20) procent van de stemmen.

§ 5. Geen enkele algemene vergadering kan beraadslagen en beslissen over punten die niet voorkomen op de agenda, tenzij in de vergadering alle aandelen aanwezig zijn en daartoe moet eenparigheid van stemmen wordt besloten.

§ 6. De notulen van de vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau. De kopieën of uittreksels bestemd voor derden worden ondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur, door de algemeen directeur of door twee bestuurders.

#### Art. 13. Schriftelijke besluitvorming

Met uitzondering van de beslissingen die bij authentieke akte moeten worden verleden, kunnen de aandeelhouders eenparig en schriftelijk alle besluiten nemen die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoren.

Daartoe zal door de raad van bestuur een rondschrrijven, hetzij per brief, fax, e-mail of enige andere informatiedrager, met vermelding van de agenda en de voorstellen tot besluit worden verstuurd naar alle aandeelhouders en naar de commissarissen, met de vraag aan de aandeelhouders de voorstellen van besluit goed te keuren en binnen de in het rondschrrijven aangegeven termijn na ontvangst van het rondschrrijven getekend terug te sturen naar de zetel van de vennootschap of op enige andere plaats in het rondschrrijven vermeld.

Werd binnen deze periode de goedkeuring van alle aandeelhouders met betrekking tot alle agendapunten en de schriftelijke procedure niet ontvangen, dan worden de beslissingen geacht niet genomen te zijn.

#### Afdeling 2. — Raad van bestuur

##### Art. 14. Samenstelling

§ 1. De raad van bestuur is samengesteld uit vier leden :

1° één bestuurder die wordt benoemd door de Koning overeenkomstig paragraaf 2;

2° de gedelegeerd bestuurder van Infrabel, die van rechtswege deel uitmaakt van de raad van bestuur;

3° de gedelegeerd bestuurder van de NMBS, die van rechtswege deel uitmaakt van de raad van bestuur;

4° de algemeen directeur, die wordt benoemd overeenkomstig 19.

§ 2. De bestuurder bedoeld onder paragraaf 1, 1° wordt voor een hernieuwbare termijn van zes (6) jaar benoemd door de Koning, bij een besluit vastgesteld na beraadslaging in de Ministerraad. Hij wordt gekozen omwille van zijn bijzondere bekwaamheid inzake sociale betrekkingen. Hij behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de algemeen directeur behoort.

Hij wordt op ontslagen door de Koning, bij een besluit vastgesteld na beraadslaging in de Ministerraad.

Deze bestuurder treedt van rechtswege op als voorzitter van de raad van bestuur.

§ 3. Wanneer de betrekking van de voorzitter vacant wordt, voorzien de overblijvende bestuurders voorlopig in deze vacature tot op het ogenblik dat een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig dit artikel.

##### Art. 15. Bijeenkomst, beraadslaging en besluitvorming

§ 1. De raad van bestuur vergadert zo dikwijls als het belang van HR Rail het vereist en ten minste viermaal per jaar. De Regeringscommissaris wordt op elke vergadering uitgenodigd en heeft raadgevende stem.

Le conseil d'administration est convoqué par son président, qui arrête l'ordre du jour, et doit être convoqué dès que l'un des administrateurs le demande. La convocation est valablement effectuée par lettre, fax ou e-mail.

La lettre de convocation et l'ordre du jour de chaque assemblée sont adressés aux administrateurs et au Commissaire du gouvernement au moins huit jours avant la date de la réunion.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent en Belgique, au lieu indiqué dans la convocation.

§ 2. Les réunions du conseil sont présidées par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le directeur général.

§ 3. Tout administrateur peut donner à un autre membre du conseil d'administration, au moyen d'un document qui porte sa signature (en ce compris la signature digitale conformément à l'article 1322, alinéa 2, du Code Civil) et qui a été communiqué par lettre, fax, e-mail ou tout autre moyen mentionné à l'article 2281 du Code civil, procuration pour le représenter à une réunion déterminée et voter en ses lieu et place, selon les instructions données.

§ 4. Sauf exception prévue par la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ou par ces statuts, une décision du conseil d'administration n'est valablement adoptée que lorsque tous les membres du conseil d'administration sont présents ou valablement représentés. Ce quorum de présence est vérifié au début de la réunion du conseil d'administration et avant l'adoption de chaque décision du conseil d'administration.

§ 5. Sauf exception prévue par la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ou par ces statuts, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents ou valablement représentés. Tout membre du conseil d'administration qui occupe une fonction, un mandat ou une activité, rémunérée ou non, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'une personne morale au service de la SNCB ne peut assister aux délibérations du conseil d'administration relatives au personnel d'Infrabel affecté auprès du service spécialisé visé à l'article 199bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ni prendre part au vote. Ce membre est inclus pour le calcul du quorum de présence, mais sera présumé absent pour le calcul du quorum de majorité.

§ 6. Sauf exception prévue par la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ou par ces statuts, si, au sein du conseil d'administration, après trois réunions consécutives du conseil d'administration convoquées valablement sur une période de maximum trois mois, aucune décision n'a pu être prise concernant un même point de l'ordre du jour, le président du conseil d'administration convoque une assemblée générale dans un délai d'un mois; le point à l'ordre du jour est mentionné dans la convocation à l'assemblée générale. L'assemblée générale peut statuer à la majorité simple des voix concernant ce point de l'ordre du jour.

§ 7. Dans des cas exceptionnels, lorsque l'urgence et l'intérêt social de la société l'exigent, et sauf dans les cas exclus par la loi, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

§ 8. Les décisions du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux qui sont signés par le président et les membres qui le désirent. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial. Les procurations sont annexées aux procès-verbaux de la réunion pour laquelle elles ont été données.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés valablement par un administrateur.

#### Art. 16. Compétences

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception des actes réservés à l'assemblée générale par la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ou par le Code des sociétés.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le directeur général.

De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter, die de agenda opstelt, en moet worden bijeengeroepen zodra een van de bestuurders hierom verzoekt. De oproeping geschiedt geldig per brief, fax of e-mail.

De oproepingsbrief en de agenda van iedere vergadering worden ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering naar de bestuurders en de Regeringscommissaris gestuurd.

De vergaderingen van de raad van bestuur worden gehouden in België, op de plaats aangeduid in de oproeping.

§ 2. De vergadering van de raad wordt voorgezeten door de voorzitter of, bij diens verhindering, door de algemeen directeur.

§ 3. Iedere bestuurder kan door middel van een stuk dat zijn handtekening draagt (met inbegrip van de digitale handtekening zoals bedoeld in artikel 1322, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek) waarvan kennis is gegeven per brief, fax, e-mail of enig ander middel vermeld in artikel 2281 van het Burgerlijk Wetboek, volmacht geven aan een ander lid van de raad van bestuur om hem op een welbepaalde vergadering te vertegenwoordigen en in zijn plaats te stemmen, volgens de gegeven instructies.

§ 4. Behoudens afwijking voorzien in de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen of in deze statuten, kan een beslissing van de raad van bestuur slechts geldig worden genomen indien alle leden van de raad van bestuur aanwezig of geldig vertegenwoordigd zijn. Dit aanwezigheidsquorum wordt geverifieerd bij het begin van de vergadering van de raad van bestuur en voorafgaand aan de goedkeuring van elke beslissing van de raad van bestuur.

§ 5. Behoudens afwijking voorzien in de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen of in deze statuten, worden de beslissingen van de raad van bestuur genomen bij gewone meerderheid van de stemmen van de aanwezige of geldig vertegenwoordigde bestuurders. Elk lid van de raad van bestuur dat een al dan niet bezoldigde functie, mandaat of activiteit, hetzij persoonlijk, hetzij via tussenkomst van een rechtspersoon, uitoefent ten dienste van de NMBS kan niet deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur over het personeel van Infrabel dat behoort tot de in artikel 199bis, § 1 van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven beschreven gespecialiseerde dienst, noch aan de stemming in dat verband. Dergelijk lid wordt meegerekend voor de berekening van het aanwezigheidsquorum, maar zal geacht worden afwezig te zijn voor de berekening van het meerderheidsquorum.

§ 6. Behoudens afwijking voorzien in de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen of in deze statuten, zal, indien binnen de raad van bestuur, op drie achtereenvolgende behoorlijk bijeengeroepen vergaderingen van de raad van bestuur binnen een tijdspanne van maximaal drie maanden, geen beslissing kon worden genomen over eenzelfde agendapunt, de voorzitter van de raad van bestuur een algemene vergadering bijeenroepen binnen een termijn van één maand, waarbij het betreffende agendapunt in de oproeping tot de algemene vergadering wordt vermeld. De algemene vergadering zal kunnen oordelen over het agendapunt bij gewone meerderheid van stemmen.

§ 7. In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, en behalve in de door de wet uitgesloten gevallen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

§ 8. De besluiten van de raad van bestuur worden vastgesteld in notulen die ondertekend worden door de voorzitter en de leden die dit verlangen. Deze notulen worden ingelast in een speciaal register. De volmachten worden gehecht aan de notulen van de vergadering waarvoor ze zijn gegeven.

De afschriften of uittreksels die bij een rechtspleging of elders moeten worden voorgelegd, worden geldig ondertekend door een bestuurder.

#### Art. 16. Bevoegdheden

§ 1. De raad van bestuur is bekleed met de meest uitgebreide macht om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn voor het bereiken van het maatschappelijk doel, met uitzondering van de handelingen die door wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen of het Wetboek van Vennootschappen aan de algemene vergadering zijn voorbehouden.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van de algemeen directeur.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer au directeur général tout ou partie de ses compétences, à l'exception :

1° de l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;

2° du contrôle du directeur général;

3° des autres compétences explicitement attribuées au conseil d'administration par la loi relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ou par le Code des sociétés.

§ 3. Le directeur général fait régulièrement rapport au conseil d'administration. Le conseil d'administration ou son président peut à tout moment demander un rapport au directeur général, concernant les activités de HR Rail, ou certaines d'entre elles. Ce rapport est communiqué au conseil d'administration.

#### Art. 17. Représentation

HR Rail est valablement représentée tant en droit qu'à l'égard des tiers que dans ses actes, en ce compris ceux pour lesquels le concours d'un officier ministériel ou un notaire est requis, par le conseil d'administration en tant que collègue, de même que par la signature conjointe du directeur général et d'un autre administrateur.

#### Art. 18. Comité de nominations et de rémunération

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration institue en son sein un comité de nominations et de rémunération, composé comme suit :

1° le président du conseil d'administration qui préside également ce comité;

2° l'administrateur délégué d'Infrabel;

3° l'administrateur délégué de la SNCB.

§ 2. Ce comité rend, des avis sur les candidatures proposées par le directeur général en vue de la nomination de l'adjoint du directeur général et du personnel cadre de HR Rail qui n'est pas mis à disposition.

§ 3. Le comité de nominations et de rémunération propose la rémunération et les avantages accordés à l'adjoint du directeur général, ainsi qu'au personnel cadre de HR Rail qui n'est pas mis à disposition.

### Section 3. — Directeur général

#### Art. 19. Nomination, rémunération et révocation

Le directeur général, visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 4°, est nommé par le conseil d'administration, à la majorité simple, pour un terme renouvelable de six (6) ans. Cette nomination a lieu sur la proposition unanime des membres du conseil d'administration visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 2° et 3°. Si un directeur général est en fonction, il n'assiste pas aux délibérations ni ne prend part au vote relatifs à ce point à l'ordre du jour. Le directeur général est présumé absent pour le calcul du quorum de majorité. Il est choisi pour sa compétence particulière en matière de ressources humaines.

Il est révoqué de la même manière.

Sa mission, visée à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, est déterminée par le conseil d'administration de la même manière.

Le statut administratif et pécuniaire du directeur général est établi par le conseil d'administration de HR Rail. Si un directeur général est en fonction, il n'assiste pas aux délibérations ni ne prend part au vote relatifs à ce point à l'ordre du jour. Le directeur général est présumé absent pour le calcul du quorum de majorité.

#### Art. 20. Compétences

§ 1<sup>er</sup>. Le directeur général est chargé de la gestion journalière de HR Rail, en ce compris la gestion financière, et des compétences, en ce compris les compétences de représentation, qui lui sont attribuées en vertu de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges. Il a pour principal objectif de moderniser la gestion en matière de personnel sur la base d'une lettre de mission. Il veillera en particulier à l'exécution de la mission de service public, à l'équilibre financier de HR Rail et au bien-être du personnel occupé pour l'exécution des missions de HR Rail.

Le directeur général remplit une fonction à temps plein.

§ 2. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan de algemeen directeur, met uitzondering van :

1° het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;

2° het toezicht op de algemeen directeur;

3° de andere bevoegdheden die door de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen of het Wetboek van Vennootschappen uitdrukkelijk aan de raad van bestuur zijn toegewezen.

§ 3. De algemeen directeur doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad van bestuur. De raad van bestuur of zijn voorzitter kan op elk ogenblik van de algemeen directeur een verslag vragen betreffende de activiteiten van HR Rail of sommige ervan. Dit verslag wordt aan de raad van bestuur meegedeeld.

#### Art. 17. Bevoegdheden

HR Rail wordt zowel in rechte als ten aanzien van derden en in de akten, met inbegrip van deze waarvoor de tussenkomst van een openbaar ambtenaar of een notaris is vereist, geldig vertegenwoordigd door de raad van bestuur als college, alsook door de gezamenlijke handtekening van de algemeen directeur en van een andere bestuurder.

#### Art. 18. Benoemings- en bezoldigingscomité

§ 1. De raad van bestuur richt in zijn midden een benoemings- en bezoldigingscomité op, dat is samengesteld uit volgende leden :

1° de voorzitter van de raad van bestuur, die tevens dit comité voorzigt;

2° de gedelegeerd bestuurder van Infrabel;

3° de gedelegeerd bestuurder van de NMBS.

§ 2. Dit comité brengt advies uit over de kandidaturen die door de algemeen directeur worden voorgesteld met het oog op de benoeming van de adjunct van de algemeen directeur en van het kaderpersoneel van HR Rail dat niet ter beschikking is gesteld.

§ 3. Het benoemings- en bezoldigingscomité doet een voorstel van bezoldiging en voordelen die worden toegekend aan de adjunct van de algemeen directeur, alsook aan het kaderpersoneel van HR Rail dat niet ter beschikking is gesteld.

### Afdeling 3. — Algemeen directeur

#### Art. 19. Benoeming, bezoldiging en ontslag

De algemeen directeur, bedoeld onder artikel 14, § 1, 4° wordt, voor een hernieuwbare termijn van zes (6) jaar, bij gewone meerderheid benoemd door de raad van bestuur. Deze benoeming geschiedt op unanieme voordracht door de leden van de raad van bestuur bedoeld onder artikel 14, § 1, 2° en 3°. Indien een algemeen directeur in functie is, neemt deze niet deel aan de beraadslaging en stemming met betrekking tot dit agendapunt. De algemeen directeur wordt geacht afwezig te zijn voor de berekening van het meerderheidsquorum. Hij wordt gekozen omwille van zijn bijzondere bekwaamheid op het vlak van human resources.

Hij wordt op dezelfde wijze ontslagen.

Zijn opdracht bedoeld in artikel 20, § 1 wordt door de raad van bestuur op dezelfde wijze vastgesteld.

De administratieve en geldelijke rechtspositie van de algemeen directeur wordt door de raad van bestuur vastgesteld. Indien een algemeen directeur in functie is, neemt hij niet deel aan de beraadslaging en stemming met betrekking tot dit agendapunt. De algemeen directeur wordt geacht afwezig te zijn voor de berekening van het meerderheidsquorum.

#### Art. 20. Bevoegdheden

§ 1. De algemeen directeur is belast met het dagelijks bestuur van HR Rail, inclusief het financieel beheer, en met de bevoegdheden, inclusief de vertegenwoordigingsbevoegdheden, die hem krachtens de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen zijn toegekend. Hij heeft als voornaamste doelstelling de modernisering van het beheer van de personeelszaken, die hij verwezenlijkt op basis van een opdrachtbrief. Hij waakt in het bijzonder over de uitvoering van de opdracht van openbare dienst, over het financieel evenwicht van HR Rail en over het welzijn van het personeel tewerkgesteld voor de uitvoering van de opdrachten van HR Rail.

De algemeen directeur vervult een voltijdse functie.

§ 2. Au moins deux fois par an, le directeur général fait un rapport relatif aux progrès réalisés à l'égard de la modernisation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> et relatif à l'exécution de la mission de service public.

Il veille à informer le conseil d'administration préalablement de toutes ses prises de position qui sont susceptibles d'avoir un impact financier sur Infrabel et la SNCB.

§ 3. L'évaluation du directeur général de HR Rail est réalisée annuellement par le conseil d'administration. Pour que toute décision relative à cette évaluation puisse être prise valablement, les deux administrateurs visés à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, doivent donner leur approbation. Le directeur général n'assiste pas aux délibérations ni ne prend part au vote relatifs à ce point à l'ordre du jour. Le directeur général est présumé absent pour le calcul du quorum de majorité.

#### Art. 21. Représentation

Le directeur général représente HR Rail pour ce qui concerne la gestion journalière et pour ce qui concerne les compétences qui lui sont attribuées en vertu de la loi précitée, en ce compris les compétences qui lui sont, le cas échéant, transférées en vertu de l'article 16, § 2.

#### Section 4. — L'adjoint du directeur général

##### Art. 22. Nomination, rémunération et révocation

L'adjoint du directeur général est nommé sur décision du conseil d'administration pour une période de six (6) ans renouvelable, sur proposition du directeur général et après avis du comité de nominations et de rémunération. Le directeur général ne prend pas part au vote.

Il est révoqué de la même manière.

L'adjoint du directeur général est choisi en raison de sa compétence particulière en matière de ressources humaines et il appartient à un autre rôle linguistique que le directeur général.

Le statut administratif et pécuniaire de l'adjoint du directeur général est fixé par le conseil d'administration de HR Rail, sur proposition du comité de nominations et de rémunération.

##### Art. 23. Compétences

L'adjoint du directeur général possède les compétences qui lui sont attribuées par la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

Il remplace également le directeur général lorsque celui-ci est absent ou empêché.

L'adjoint du directeur général remplit une fonction à temps plein au sein de HR Rail.

#### Section 5. — Le Comité de Coordination RH

##### Art. 24. Composition, compétences et fonctionnement

§ 1<sup>er</sup>. Le Comité de Coordination RH est composé des quatre membres suivants, qui en font partie de plein droit :

- 1° le directeur général;
- 2° l'adjoint du directeur général;
- 3° le responsable de la politique du personnel auprès d'Infrabel;
- 4° le responsable de la politique du personnel auprès de la SNCB.

§ 2. Le Comité de Coordination RH possède entre autres les compétences découlant de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et le personnel des Chemins de fer belges.

§ 3. Les membres du Comité de Coordination RH constituent un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

§ 4. Le Comité de Coordination RH établit un règlement d'ordre intérieur qui définit explicitement le cadre réglant son fonctionnement. Ce règlement d'ordre intérieur est soumis au conseil d'administration pour approbation.

#### Section 6. — Dispositions diverses et communes

##### Art. 25. Délégation

§ 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration peut octroyer des mandats spéciaux à un ou plusieurs de ses membres, voire à des tiers. Tout acte de délégation définit clairement les compétences faisant l'objet de la délégation. La délégation est attribuée pour une durée fixée par le conseil d'administration.

§ 2. De algemeen directeur rapporteert ten minste tweemaal per jaar aan de raad van bestuur over de gemaakte vorderingen op het vlak van de modernisering bedoeld in paragraaf 1 en over de uitvoering van de opdracht van openbare dienst.

Hij waakt erover dat hij vooraf de raad van bestuur informeert over alle standpunten die hij inneemt die een financiële impact kunnen hebben op Infrabel en de NMBS.

§ 3. De evaluatie van de algemeen directeur van HR Rail gebeurt jaarlijks door de raad van bestuur. Opdat enige beslissing met betrekking tot deze evaluatie geldig kan worden genomen, dienen de twee bestuurders bedoeld in artikel 14, § 1, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> hun goedkeuring te verlenen. De algemeen directeur neemt niet deel aan de beraadslaging en stemming met betrekking tot dit agendapunt. De algemeen directeur wordt geacht afwezig te zijn voor de berekening van het meerderheidsquorum.

#### Art. 21. Vertegenwoordiging

De algemeen directeur vertegenwoordigt HR Rail voor wat betreft het dagelijks bestuur en voor wat betreft de bevoegdheden die hem krachtens voormelde wet zijn toegekend, met inbegrip van de bevoegdheden die hem in voorkomend geval zijn opgedragen op grond van Artikel 166, § 2.

#### Afdeling 4. — Adjunct van de algemeen directeur

##### Art. 22. Benoeming, bezoldiging en ontslag

De adjunct van de algemeen directeur wordt, voor een hernieuwbare termijn van zes (6) jaar, benoemd door de raad van bestuur op voordracht van de algemeen directeur en na het advies te hebben ingewonnen van het benoemings- en bezoldigingscomité. De algemeen directeur neemt niet deel aan de stemming.

Hij wordt op dezelfde wijze ontslagen.

De adjunct van de algemeen directeur wordt gekozen omwille van zijn bijzondere bekwaamheid op het vlak van human resources en behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de algemeen directeur behoort.

De administratieve en geldelijke rechtspositie van de algemeen directeur wordt door de raad van bestuur vastgesteld op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité.

##### Art. 23. Bevoegdheden

De adjunct van de algemeen directeur heeft de bevoegdheden die hem krachtens de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen zijn toegekend.

Hij vervangt tevens de algemeen directeur indien deze afwezig of verhinderd is.

De adjunct van de algemeen directeur vervult een voltijdse functie binnen HR Rail.

#### Afdeling 5. — HR Coördinatie Comité

##### Art. 24. Samenstelling, bevoegdheden en werking

§ 1. Het HR Coördinatie Comité is samengesteld uit volgende leden, die er van rechtswege deel van uitmaken :

- 1° de algemeen directeur;
- 2° de adjunct van de algemeen directeur;
- 3° de verantwoordelijke voor het personeelsbeleid bij Infrabel;
- 4° de verantwoordelijke voor het personeelsbeleid bij de NMBS.

§ 2. Het HR Coördinatie Comité is onder meer belast met de bevoegdheden die het krachtens de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen zijn toegekend.

§ 3. De leden van het HR Coördinatie Comité vormen een college. Zij kunnen hun taken onder elkaar verdelen.

§ 4. Het HR Coördinatie Comité stelt een huishoudelijk reglement op dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

#### Afdeling 6. — Diverse en gemeenschappelijke bepalingen

##### Art. 25. Delegatie

§ 1. De raad van bestuur kan bijzondere volmachten verlenen aan één of meer van zijn leden, of zelfs aan derden. Elke delegatieakte legt duidelijk de bevoegdheden vast die het voorwerp van de delegatie uitmaken. De delegatie wordt toegekend voor een duur bepaald door de raad van bestuur.

§ 2. Le directeur général peut octroyer des mandats spéciaux à chaque mandataire dans les limites de ses propres compétences. Tout acte de délégation définit clairement les compétences faisant l'objet de la délégation. La délégation est attribuée pour une durée fixée par le directeur général.

Art. 26. Discrétion

Lors de l'exercice de leur mandat et dans l'intérêt de la société, les administrateurs (en ce compris le directeur général), l'adjoint du directeur général et les membres du Comité de Coordination RH, sont tenus à la discrétion.

CHAPITRE IV. — *Exercice social, comptes annuels, dividendes et répartition des bénéfices*

Art. 27. Exercice social, comptes annuels, rapport annuel

§ 1<sup>er</sup>. L'exercice social commence le premier (1) janvier pour se terminer le trente et un (31) décembre de chaque année.

§ 2. A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels, comprenant un bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe. Ces documents sont établis conformément à la loi, notamment l'article 56 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, et déposés à la Banque Nationale de Belgique. Les administrateurs établissent en outre annuellement un rapport de gestion conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

Art. 28. Répartition des bénéfices

Sur les bénéfices nets de HR Rail, il est effectué annuellement un prélèvement de cinq pour cent (5/100<sup>e</sup>) au moins qui est affecté à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve légale atteint un dixième (1/10<sup>e</sup>) du capital social.

Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale décide de l'affectation à donner au solde des bénéfices nets.

Art. 29. Distribution

Le paiement des dividendes octroyés par l'assemblée générale des actionnaires se fait aux époques et aux endroits désignés par elle ou par le conseil d'administration

Le conseil d'administration peut distribuer des acomptes sur dividende.

Art. 30. Contrôle de la situation financière

Le contrôle de la situation financière de HR Rail est organisé conformément à l'article 55 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

Les commissaires sont nommés pour un terme de maximum six ans renouvelable une fois.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 31. Dissolution

La dissolution de HR Rail ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi. La loi règle le mode et les conditions de la liquidation.

Art. 32. Modification des statuts

Une modification des statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 33. Langue

Les présents statuts sont établis en langues néerlandaise et française, les deux texte faisant également foi.

CHAPITRE VI. — *Disposition transitoire*

Art. 34. Premier exercice

Le premier exercice social commence le vingt (20) décembre deux mille treize (2013) et est clôturé le trente et un décembre (31) deux mille quatorze (2014).

Vu pour être annexé à notre arrêté du 16 décembre 2013 portant exécution de l'article 1<sup>er</sup>, deuxième paragraphe, de l'arrêté royal du 11 décembre 2013 relatif au personnel des Chemins de fer belges.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Entreprises publiques  
et de la Coopération au développement, chargé des Grandes Villes,  
J.-P. LABILLE

§ 2. De algemeen directeur kan bijzondere volmachten verlenen aan elke lasthebber binnen de perken van zijn eigen bevoegdheden. Elke delegatieakte legt duidelijk de bevoegdheden vast die het voorwerp van de delegatie uitmaken. De delegatie wordt toegekend voor een duur bepaald door de algemeen directeur.

Art. 26. Discretie

Bij de uitoefening van hun mandaat en in het belang van de vennootschap zijn de bestuurders (waaronder de algemeen directeur), de adjunct van de algemeen directeur en de leden van het HR Coördinatie Comité gehouden tot discretie.

HOOFDSTUK IV. — *Boekjaar, jaarrekeningen, dividend en winstverdeling*

Art. 27. Boekjaar, jaarrekening en jaarverslag

§ 1. Het boekjaar begint op één (1) januari en eindigt op eenendertig (31) december van elk jaar.

§ 2. Op het einde van elk boekjaar maakt de raad van bestuur een inventaris, alsmede de jaarrekening bestaande uit de balans, de resultatenrekening en de toelichting op. Deze documenten worden overeenkomstig de wet, inzonderheid artikel 56 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, opgesteld en neergelegd bij de Nationale Bank van België. De bestuurders stellen bovendien jaarlijks een verslag op overeenkomstig de artikelen 95 en 96 van het Wetboek van vennootschappen.

Art. 28. Winstverdeling

Van de nettowinst van HR Rail wordt elk jaar ten minste vijf honderdste (5/100<sup>e</sup>) afgenomen voor de vorming van de wettelijke reserve. Deze afneming is niet langer verplicht van zodra de wettelijke reserve één tiende (1/10<sup>e</sup>) van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Op voorstel van de raad van bestuur beslist de algemene vergadering over de bestemming van het saldo van de nettowinst.

Art. 29. Uitkering

De uitkering van de dividenden toegekend door de algemene vergadering geschiedt op de tijdstippen en op de plaatsen bepaald door haar of door de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan interimdividenden uitkeren.

Art. 30. Controle op de financiële toestand

De controle op de financiële toestand van HR Rail is georganiseerd overeenkomstig artikel 55 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen.

De commissarissen worden benoemd voor een eenmaal hernieuwbare termijn van hoogstens zes jaar.

HOOFDSTUK V. — *slotbepalingen*

Art. 31. Ontbinding

De ontbinding van HR Rail kan slechts bij of krachtens een wet worden uitgesproken. De wet regelt de wijze en de voorwaarden van de vereffening.

Art. 32. Wijziging van de statuten

Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 33. Taal

Deze statuten zijn opgesteld in het Nederlands en het Frans en beide teksten staan op gelijke voet.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepaling*

Art. 34. Eerste boekjaar

Het eerste boekjaar begint op twintig (20) december tweeduizend-dertien (2013) en eindigt op eenendertig (31) december tweeduizend-veertien (2014).

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 16 december 2013 tot uitvoering van artikel 1, tweede paragraaf, van het koninklijk besluit van 11 december 2013 houdende het personeel van de Belgische Spoorwegen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven  
en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden,  
J.-P. LABILLE